



**SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**  
INSCRITE À LA COMPAGNIE RÉGIONALE  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE CAEN

**ASSOCIATION MISSION LOCALE DU BOCAGE AU BESSIN**

\*\*\*\*\*

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**ASSOCIATION MISSION LOCALE**

**DU BOCAGE AU BESSIN**

Siège social : Espace Lumière - 4, Boulevard Sadi Carnot

14 400 - BAYEUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

SAS SOFICOM AUDIT

Siège social : PERICENTRE III - 26, avenue de Thiès, 14 076 CAEN

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de CAEN

A l'assemblée générale de l'association Mission Locale du Bocage au Bessin,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DU BOCAGE AU BESSIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables retenues pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La date du présent rapport est celle de la fin des travaux de contrôle que nous avons mis en œuvre.

Fait à Caen, le 24 mai 2024

SOFICOM AUDIT

Commissaire aux comptes

Thierry LORIAUX

Le Commissaire aux comptes

## ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	2 426	2 426		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL</b>	<b>2 426</b>	<b>2 426</b>		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	48 500		48 500	
Actif circulant	Constructions	436 500	17 029	419 470	
	Inst. techniques, mat.out. industriels	228 684	145 872	82 811	65 525
	Immobilisations corporelles en cours				852
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL</b>	<b>713 684</b>	<b>162 902</b>	<b>550 782</b>	<b>66 377</b>
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>				
	Participations et créances rattachées	215		215	15
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	3 504		3 504	3 504
	<b>TOTAL</b>	<b>3 719</b>		<b>3 719</b>	<b>3 519</b>
	<b>Total I</b>	<b>719 830</b>	<b>165 329</b>	<b>554 501</b>	<b>69 896</b>
	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	88 857		88 857	101 000
	<b>TOTAL</b>	<b>88 857</b>		<b>88 857</b>	<b>101 000</b>
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	972 672		972 672	1 191 597
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	11 270		11 270	6 393
	<b>Total II</b>	<b>1 072 801</b>		<b>1 072 801</b>	<b>1 298 992</b>
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 792 631</b>	<b>165 329</b>	<b>1 627 302</b>	<b>1 368 888</b>
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				



## ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	150 653	150 653
	Fonds propres complémentaires	20 664	20 664
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	106 000	45 000
	Report à nouveau	602 458	549 780
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		270	113 678
Situation nette (sous-total)		880 047	879 776
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		880 047	879 776
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	144 959	152 751
Total II		144 959	152 751
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	135 995	118 198
Total III		135 995	118 198
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	212 616	
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	500	1 200
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 114	25 140
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	213 068	191 820
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		466 299	218 161
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 627 302	1 368 888
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

## ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	140	350
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	8 134	4 041
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 349 271	1 425 683
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	39 908	34 545
	Utilisations des fonds dédiés	142 402	
	Autres produits		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		<b>1 539 856</b>	<b>1 464 619</b>
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	296 500	228 332
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	79 153	71 543
	Salaires et traitements	737 647	704 540
	Charges sociales	227 093	203 276
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	51 160	25 679
	Dotations aux provisions	17 797	6 586
	Reports en fonds dédiés	134 610	142 047
	Autres charges	2	1
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		<b>1 543 963</b>	<b>1 382 006</b>
1. Résultat d'exploitation (I-II)		<b>-4 106</b>	<b>82 612</b>



## ASS Mission Locale du Bocage au Bessin

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 401	1 359
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	6 401	1 359
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 587	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	5 587	
2. Résultat financier (III-IV)		814	1 359
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-3 292	83 972
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 731	30 032
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	5 731	30 032
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	0	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		5 730	30 032
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		2 167	326
Total des produits (I + III + V)		1 551 989	1 496 011
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 551 719	1 382 332
EXCÉDENT OU DÉFICIT		270	113 678
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



KPMG ESC & GS  
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil  
8 rue Denys Boudard  
BP 273  
61105 Fiers Cedex

Téléphone : +33 (0)2 33 65 06 60  
Télécopie : +33 (0)2 33 96 19 45  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# *Association Mission Locale du Bocage au Bessin*

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023*

Ce rapport contient 17 pages

## Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
4	Principes et méthodes comptables	4
4.1	Principes généraux	4
4.1.1	Changement de méthode comptable	4
4.1.2	Changements d'estimation	4
4.1.3	Corrections d'erreurs	4
4.2	Déroptions	4
4.3	Principales méthodes comptables	5
5	Informations relatives aux postes du bilan	5
5.1	Actif immobilisé	6
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
5.1.3	Précisions sur d'autres créances	7
5.2	Fonds propres	8
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	8
5.2.2	Subventions d'investissement	10
5.3	Fonds reportés et dédiés	10
5.3.1	Fonds dédiés	10
5.4	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	11
5.5	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	13





6	Informations relatives au Compte de résultat	14
6.1	Produits du compte de résultat	14
6.1.1	Produits de tiers financeurs	14
7	Informations relatives à l'effectif	15
8	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	16
8.1	Honoraires des commissaires aux comptes	16
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	16
9.1	Engagements hors bilan	16
9.1.1	Engagements financiers	16

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« La Mission Locale du Bocage au Bessin organise et réalise, en direction des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire des actions d'accueil, d'orientation et d'accompagnement dans les domaines de l'emploi, de la formation, de la citoyenneté et de la vie quotidienne.

Elle apporte un soutien à chacun dans la construction de son parcours de qualification et d'insertion professionnelle et sociales.

Elle remplit ainsi une mission de service public, partagée entre l'Etat, la Région, le Département et les autres Collectivités Territoriales (Communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunales).

Elle conçoit ses initiatives, ses projets et ses actions en fonction des contextes locaux, avec la volonté d'une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

La Mission Locale du Bocage au Bessin favorise ainsi la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociales, et contribue à l'élaboration et la mise en œuvre dans sa zone de compétence d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

La Mission Locale est un outil de coordination et d'animation entre les différents acteurs et financeurs, public et privés (Collectivités territoriales, Administrations, Organismes publics, Associations, Acteurs économiques et sociaux, ...), concernés par les problèmes de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes du Bocage au Bessin. Du fait de sa spécificité et de son histoire, l'association peut être amenée, sur décision de son conseil d'administration, à ouvrir des services annexes ou à développer de nouveaux services ouverts à un public élargi.

Pour satisfaire à l'objet énoncé et prendre en compte la diversité de ses territoires constitutifs, la mission locale pourra fonctionner en :

- Déconcentrant autant que possible ses initiatives,
- Suscitant des propositions issues de Groupes d'Initiatives Locales et/ou Groupes thématiques
- En assurant le secrétariat et l'animation de ces derniers »

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les territoires concernés par les activités ou missions sociales sont les suivants :

- Intercom de la Vire au Noireau
- Bayeux Intercom
- Isigny Omaha Intercom
- Pré Bocage Intercom

### **3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler sur cet exercice.

#### **3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

### **4 Principes et méthodes comptables**

#### **4.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

##### **4.1.1 Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable sur cet exercice.

##### **4.1.2 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

##### **4.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

#### **4.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.



## 4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

## 5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 427 €			2 427 €
Immobilisations corporelles	180 198 €	535 566 €	2 080 €	713 684 €
Immobilisations financières	3 519 €	200 €		3 719 €
<b>Total</b>	<b>186 144 €</b>	<b>535 766 €</b>	<b>2 080 €</b>	<b>719 830 €</b>

### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 426 €			2 426 €
Immobilisations corporelles	113 821 €	51 160 €	2 080 €	162 901 €
Immobilisations financières	0 €			0 €
<b>Total</b>	<b>116 247 €</b>	<b>51 160 €</b>	<b>2 080 €</b>	<b>165 327 €</b>

#### 5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	100 %
Immobilisations corporelles	Linéaire	14 à 50%

### 5.1.3 Précisions sur d'autres créances

#### 5.1.3.1 Subventions à recevoir

Les créances intègrent les subventions à recevoir suivantes :

- Etat :
  - 69 797 € pour le fonctionnement et le financement du CEJ
  - 7 600 € pour « Les Invisibles »
- Action Logement : 890 €
- DDETS Mobilité : 21 000 €



## 5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice			Solde à la clôture
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	
Fonds propres sans droit de reprise	171 317 €				171 317 €
Réserves	45 000 €	61 000 €			106 000 €
Report à nouveau	549 780 €	52 678 €			602 458 €
Excédent ou déficit de l'exercice	113 678 €	-113 678 €	270 €		270 €
<b>TOTAL</b>	<b>879 775 €</b>	<b>0 €</b>	<b>270 €</b>		<b>880 045 €</b>

#### 5.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>				
Première situation nette établie	150 653 €			150 653 €
Fonds statutaires				
Autres apports sans droit de reprise	20 665 €			20 665 €
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
Dotations non consommables				
<b>Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise</b>				
<b>Réserves</b>				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				

#### 5.2.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

## 5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Notre entité a choisi :

- De comptabiliser dès l'exercice d'octroi la totalité de la subvention en résultat exceptionnel

## 5.3 Fonds reportés et dédiés

### 5.3.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

#### 5.3.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Subventions <sup>(1)</sup>				
- Mobilité	7 542 €		6 403 €	1 139 €
- Parrainage	9 210 €	610 €		9 820 €
- CEJ	136 000 €	134 000 €	136 000 €	134 000 €
<b>Total</b>	<b>152 752 €</b>	<b>134 610 €</b>	<b>142 403 €</b>	<b>144 959 €</b>



## 5.4 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Rubriques	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions pour PIDR	118 199 €	17 797 €		135 996 €
<b>Total</b>	<b>118 199 €</b>	<b>17 797 €</b>		<b>135 996 €</b>

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux d'indemnités de départ à la retraite.

La méthode retenue est **Méthode prospective** (Méthode des unités de crédit projetées)

Engagement de l'entreprise = (Salaire brut annuel / 12) \* Nb de mois acquis au moment du départ \* (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) \* Taux de turnover \* Taux de mortalité \* Taux de progression salariale \* Taux d'actualisation financière \* Taux de charges sociales

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 3,10 % / 3,86 % en 2022,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 4% / 4 % en 2022,
- Taux de cotisations sociales pour les cadres : 51,90 % / 55 % en 2022,
- Taux de cotisations sociales pour les non-cadres : 40,97 % / 39 % en 2022.

Jusqu'en 2019, le taux utilisé pour le calcul du turn-over était unique (6.3 % pour 2019) quel que soit le statut du personnel concerné.

Depuis 2020, le taux retenu est affiné par statut et par tranche d'âge selon les données suivantes :

Statut	Tranche d'âge	Taux de turnover %/1 an
Cadre	de 0 à 19 ans	0
Cadre	de 20 à 29 ans	7
Cadre	de 30 à 39 ans	4
Cadre	de 40 à 49 ans	1
Cadre	de 50 à 59 ans	2
Cadre	de 60 à 69 ans	0
Employé	de 0 à 19 ans	0
Employé	de 20 à 29 ans	7
Employé	de 30 à 39 ans	4
Employé	de 40 à 49 ans	1
Employé	de 50 à 59 ans	2
Employé	de 60 à 69 ans	0

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

## 5.5 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
				Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à plus de 1 an à l'origine	212 616 €	8 966 €	36 893 €	166 757 €
				Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	500 €	500 €		
				Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	40 114 €	40 114 €		
				Dettes des legs ou donations	0 €			
				Dettes fiscales et sociales	213 068 €	213 068 €		
Autres	88 857 €	88 857 €						
Charges constatées d'avance	11 270 €	11 270 €						
<b>Total</b>	<b>100 127 €</b>	<b>100 127 €</b>	<b>0 €</b>	<b>Total</b>	<b>466 298 €</b>	<b>262 648 €</b>	<b>36 893 €</b>	<b>166 757 €</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	220 500 €			
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	8 954 €			
				(3) Dont <b>Garanties par des sûretés réelles</b> (indication des postes concernés)				



## 6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 6.1 Produits du compte de résultat

#### 6.1.1 Produits de tiers financeurs

##### 6.1.1.1 Concours publics et subventions d'exploitation

##### 6.1.1.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Sont concernés les contributions Pôle Emploi et Etat pour la partie du financement correspondant au fonctionnement.

#### 6.1.1.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Tous les autres financements sont des subventions d'exploitation.

## 7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	1
Employés	24
<b>Total</b>	<b>25</b>

## 8 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

### 8.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 462 €

## 9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 9.1 Engagements hors bilan

#### 9.1.1 Engagements financiers

##### 9.1.1.1 Crédit Mutuel - 2023

- Hypothèque de l'immeuble
- Nantissement de comptes à terme pour 190 000 €

}



ASSOCIATION MISSION LOCALE DU  
BOCAGE AU BESSIN

Siège social : Espace Lumière – 4, Boulevard Sadi Carnot – 14 400 Bayeux

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d’approbation des comptes  
de l’exercice clos le 31 décembre 2023

SAS SOFICOM AUDIT

Siège social : Péricentre III – 26, avenue de Thiès, 14 000 CAEN

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Caen

A l'assemblée générale de l'association Mission Locale du Bocage au Bessin,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1°) Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Caen, le 24 mai 2024

**SOFICOM AUDIT SAS**  
**Le commissaire aux comptes**

**Thierry LORIAUX**  
Le commissaire aux comptes